

**Traduction effectuée par nos soins uniquement à des fins de compréhension pour les francophones. Tous droits réservés à l'auteur du texte initial, disponible sur le site <https://stevendonziger.substack.com/>**

J'ai aidé des peuples indigènes dans leur combat contre Chevron au tribunal. La firme m'a assigné à résidence. Ça n'a pas marché.

Appel à tous les iconoclastes, défenseurs de la terre et protecteurs de l'eau

Beaucoup d'entre vous me connaissent comme l'avocat américain qui a consacré une grande partie des 28 dernières années à défendre les peuples autochtones contre Chevron et l'industrie fossile, au nom de l'Amazonie et de notre planète. En 2011, nous avons fait condamner Chevron à 9,5 milliards de dollars lors d'un procès épique en Équateur. Une décision a confirmée par de multiples Cours d'Appel, dont les Cours suprêmes de l'Équateur et du Canada.

Jamais, auparavant, les peuples indigènes ne l'avaient emporté aussi largement contre une grande compagnie pétrolière. Il est désormais établi que Chevron a délibérément déversé 70 milliards de litres de déchets pétroliers cancérigènes dans la forêt tropicale, et provoqué une crise sanitaire massive, une explosion du taux de leucémie infantile, et des milliers de décès.

Mais Chevron ne pouvait manifestement pas supporter qu'éclate la vérité.

Chevron avait pourtant validé la juridiction de l'Équateur et même insisté pour que le procès ait lieu dans ce-même pays où elle a déversé des déchets toxiques pendant des décennies, en toute impunité. L'entreprise avait déposé 14 déclarations sous serment devant un tribunal fédéral américain (où l'affaire avait été déposée à l'origine) attestant de l'équité des tribunaux équatoriens. La firme espérait en réalité déplacer le procès vers une juridiction où elle pensait pouvoir obtenir gain de cause pour des raisons politiques. Les choses ont rapidement changé lorsque le procès a commencé en 2003 et que nous avons présenté des milliers d'échantillons de sol et d'eau prélevés sur les sites de forage, qui ont révélé des niveaux élevés, voire mortels, de produits toxiques. Les avocats de Chevron ont alors changé de stratégie et ont commencé à contester les tribunaux qu'ils avaient autrefois encensés. La société a été déclarée coupable sur la base de 220 000 pages de preuves enregistrées et de 64 000 résultats d'échantillonnages chimiques qui ont démontré une contamination étendue du sol et de l'eau sur des centaines de sites de forage. Le consultant scientifique Douglas Beltman, qui a travaillé pour les communautés indigènes en tant qu'expert, a déclaré à 60 Minutes : "Chevron a utilisé la forêt tropicale de l'Équateur comme une décharge."

Pour se venger de sa cuisante défaite au procès (dans une juridiction qu'elle avait pourtant choisie), Chevron s'est mise à cibler les avocats, dans le cadre de ce que son cabinet « Gibson Dunn & Crutcher » a surnommé l'opération « kill step », c'est à dire « la mise à mort ». Un des e-mails envoyés en 2009 par un responsable de l'entreprise est à cet égard assez clair : "notre stratégie est de diaboliser Donziger." La "kill step" est un mécanisme utilisé par le cabinet d'avocats d'une société dans la tourmente pour accuser les avocats de la partie adverse de « fraude », afin de les écarter de l'affaire, en laissant leurs clients sans défense. En d'autres termes, la société utilise abusivement la procédure juridique pour gagner par la force ce qu'elle ne peut gagner par l'honnêteté.

Chevron a par ailleurs confié l'affaire à un juge fédéral de Manhattan, Lewis Kaplan. Ce dernier est en fait un ancien avocat de l'industrie du tabac qui détenait chez Chevron des placements financiers cachés via divers fonds

**Traduction effectuée par nos soins uniquement à des fins de compréhension pour les francophones. Tous droits réservés à l'auteur du texte initial, disponible sur le site <https://stevendonziger.substack.com/>**

d'investissements, faits que nous avons découverts en consultant ses déclarations financières. Il a néanmoins refusé de se récuser.

Chevron et le juge Kaplan se sont en outre coordonnés pour m'accuser d'outrage au tribunal et me faire enfermer pendant près de trois ans - à domicile et en prison - après une procédure criminelle hors du commun. Ils ont en effet prétendu que j'avais commis un "crime" en faisant appel d'une ordonnance civile qui me demandait de remettre mon ordinateur et mon téléphone portable à Chevron... alors que ces appareils contenaient des données confidentielles protégées par le secret professionnel ! J'étais déontologiquement obligé de les protéger, en tant qu'avocat. Une telle ordonnance violant le secret professionnel dans le cadre d'une procédure civile était sans précédent. Dans les pays où l'on respecte l'état de droit, les avocats ne partagent pas leurs dossiers confidentiels avec l'avocat de la partie adverse. Il s'agissait d'un subterfuge conçu par Chevron et Kaplan pour me forcer à choisir entre mon éthique envers mes clients, et le respect d'une ordonnance du tribunal. Dans l'histoire des États-Unis, je suis d'ailleurs le premier avocat accusé de crime pour avoir fait appel de ce type d'ordonnance. Une affaire orchestrée contre moi en représailles, parce que j'avais contribué à la condamnation de Chevron en Équateur.

Le procureur fédéral de New York a donc débouté Kaplan de ses demandes... et les choses se sont encore gâtées. Plutôt que d'accepter cette décision, Kaplan s'est tourné cette fois vers un cabinet d'avocats privé pour me poursuivre. Kaplan n'a pas jugé bon de mentionner au passage que le cabinet en question (Seward & Kissel) avait déjà représenté Chevron et entretenait des liens étroits avec l'industrie pétrolière et gazière. Un conflit d'intérêts flagrant, en somme.

Le procureur privé de Chevron du cabinet Seward, Rita Glavin, m'a immédiatement fait enfermer avant le procès pour un délit mineur en prétextant un "risque de fuite", alors qu'aucun avocat dans l'histoire des États-Unis n'a jamais passé ne serait-ce qu'un jour derrière les barreaux pour ces motifs, ni même un jour en détention avant le procès. En fait, la plus longue peine jamais infligée à un avocat reconnu coupable du même délit a été de 90 jours d'assignation à résidence (peine dont j'ai désormais purgé plus de dix fois la durée).

Il était clair que Glavin et ses collègues du cabinet Seward (dont Brian Maloney et Sareen Armani), travaillaient pour Chevron, même s'ils ont prétendue contraire. Ils n'étaient clairement pas neutres, contrairement à ce qu'exige la loi. Ce trio a également facturé aux contribuables plus d'un million de dollars pour me poursuivre à titre privé alors que, simultanément, Gibson Dunn, le cabinet d'avocats de Chevron chargé de la "kill step", a injecté des millions de dollars dans l'affaire en rencontrant Glavin et son équipe à de nombreuses reprises pour les aider à préparer ma prétendue "poursuite" dans un procès sans jury, présidé par un deuxième juge lui aussi nommé par Kaplan, et lui aussi en lien avec Chevron. En résumé, l'essentiel des gens qui ont témoigné contre moi dans ce procès étaient des avocats de Chevron du cabinet Gibson Dunn, appelés à la barre par Glavin, également avocat de Chevron... mais cette fois du cabinet Seward.

Ce procès a été orchestré par Chevron du début à la fin. Cela constitue un dangereux précédent pour la démocratie. Chevron a privé de liberté son principal contradicteur sans aucune procédure légale régulière et sans contrôle du

ministère de la Justice. Je pense que cela fait partie d'un nouveau mode opératoire de l'industrie des fossiles : utiliser des poursuites privées pour cibler les avocats et les militants qui contestent (avec succès) les plus grands pollueurs.

**Traduction effectuée par nos soins uniquement à des fins de compréhension pour les francophones. Tous droits réservés à l'auteur du texte initial, disponible sur le site <https://stevendonziger.substack.com/>**

Ce qui m'est arrivé est un procès spectacle que Staline lui-même n'aurait pas mieux scénarisé. Le problème de Chevron et de Kaplan, c'est que ça se voit.

Kaplan avait nommé un proche collègue pour présider l'affaire d'outrage et manoeuvrait en coulisses pour influencer la juge de première instance. Dans cette affaire, il était en réalité à la fois le procureur, le juge et le jury. Il m'a ensuite fait "condamner" (sans jury) après que la présidente du tribunal a décidé que je ne pouvais pas présenter ma défense principale... et ce, après m'avoir forcé à passer 813 jours enfermé chez moi avec un bracelet électronique en attendant mon procès pour un « crime »... dont la peine maximale possible était de 180 jours de prison. Après cette "condamnation", on m'a infligé une autre peine de 6 mois de prison, alors que j'avais déjà purgé plus de quatre fois cette durée chez moi ; le juge a décidé que le "temps passé" à mon domicile ne pouvait pas être pris en compte dans le calcul de ma peine. Cela constitue en soi une violation du droit international selon cinq juristes des Nations unies qui ont décidé que le gouvernement américain devait me libérer et me verser une compensation.

Chevron m'a pris pour cible, pour me faire taire et m'utiliser comme arme de dissuasion pour intimider les avocats qui voudraient s'opposer à elle. Ses juristes ont manipulé le système judiciaire à des fins de représailles pour que je sois détenu pendant trois ans dans une affaire dont les Nations Unies ont jugé le niveau de partialité judiciaire "stupéfiant" et "effroyable". La firme a également organisé la confiscation de ma licence d'avocat, me privant ainsi de ma capacité à gagner ma vie ; elle a utilisé une décision de justice pour retirer de l'argent de mes comptes bancaires afin de rembourser les " frais de justice " utilisés pour me persécuter devant le juge Kaplan ; elle a envoyé des assignations à comparaître aux membres de ma famille et a soumis ma femme à de multiples dépositions au cours desquelles les avocats de Gibson Dunn l'ont traitée comme une criminelle. Chevron a en outre payé Kroll, un cabinet d'investigation privée, pour espionner mes allées et venues, celles des membres de ma famille et de mes collègues de travail, à Manhattan et en Équateur. Pendant tout ce temps, je n'ai jamais cessé de clamer la vérité.

Chevron a essayé de me faire taire mais j'ai reçu du monde entier un incroyable soutien. La firme a échoué et je suis sorti de cette expérience encore plus fort. Il est maintenant temps pour nous tous de nous unir pour porter notre mouvement pour la justice environnementale au plus haut niveau possible, afin que Chevron paie l'argent qu'elle doit au peuple équatorien, afin de nous attaquer aux questions plus larges de violations des droits de l'homme et de crimes environnementaux. Chevron est un obstacle à la justice, mais l'industrie des combustibles fossiles est un obstacle à notre survie même, et à celle de notre précieux écosystème.

Ce que Chevron a fait au peuple équatorien est sans doute un des pires crimes environnementaux de l'histoire mondiale. La société a admis avoir déversé 70 milliards de litres d'eau cancérigène dans des ruisseaux et des rivières utilisés pour l'eau potable, la baignade et la pêche. Mais quelque chose de remarquable s'est produit au cours de sa tentative de me museler : le monde a réagi, pour protéger et amplifier les voix des communautés

touchées, pour nous protéger ma famille et moi. Plus de 60 lauréats du prix Nobel ont exigé que Chevron cesse de me harceler. Onze membres du Congrès ont demandé que l'Attorney General Garland reprenne les poursuites privées de Chevron et me libère. Plus de 100 ONG de premier plan, sous la houlette d'Amnesty International et d'Amazon Watch, ont demandé au président Biden de me gracier.

**Traduction effectuée par nos soins uniquement à des fins de compréhension pour les francophones. Tous droits réservés à l'auteur du texte initial, disponible sur le site <https://stevendonziger.substack.com/>**

Des milliers d'avocats du monde entier se sont ralliés à la cause, dont 200 ont signé une lettre demandant que le juge Kaplan fasse l'objet d'une enquête pour faute professionnelle. Des centaines de supporters, devenus des milliers personnes qui me suivent sur les réseaux sociaux et demandent désormais justice pour les autochtones que Chevron a empoisonnés en Amazonie. La stratégie de diabolisation a échoué et a même fini par nous renforcer, les communautés et moi-même, tout en ternissant à jamais la réputation de Chevron. La campagne qui devait me faire taire a au contraire attiré des légions de personnes qui, autrement, n'auraient jamais entendu parler de l'affaire. Notre équipe est désormais plus forte et plus efficace que je n'aurais jamais pu l'être seul. J'ai appris la valeur d'une communauté libérée des chaînes du contrôle des entreprises.

C'est la raison pour laquelle je souhaite ici donner corps à cette communauté, sur [Substack](#). Pas seulement pour parler de l'affaire, mais pour aborder plus largement les questions de droits de l'homme et de climat dans le monde.

Pourquoi vous abonner ?

Votre abonnement soutiendra mon travail d'écriture, de journalisme, et de plaidoyer en tant qu'avocat des droits humains et défenseur de la Terre, dont la mission est d'aider les peuples indigènes d'Amazonie et demander des comptes à l'industrie fossile pour ses pratiques écocidaire. Mon objectif est d'utiliser cet espace pour permettre à toutes et tous - avocat-es, militant-es et citoyen-nés engagé-es - d'agir pour sauver notre monde de la crise.

Cela me permettra également renouer avec mon métier de journaliste - une profession que j'ai exercée à plein temps avant de devenir avocat. Pendant des années, j'ai couvert les guerres en Amérique centrale, notamment au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala. D'abord comme correspondant de l'UPI au Nicaragua, puis comme indépendant pour plusieurs journaux nord-américains, dont le Toronto Star, le Philadelphia Inquirer et le Christian Science Monitor. J'ai été témoin des atroces crimes contre les droits humains commis par les groupes financés par les États-Unis au Nicaragua et au Salvador. J'ai été pris dans des tirs croisés et attaqué par des armes américaines à plus d'une occasion. J'adore le journalisme et j'ai hâte de d'écrire régulièrement dans cet espace. Il s'agira de mes premiers pas dans la création de contenu et d'information libérés de la censure des entreprises, et du discours entravé des principaux médias aux États-Unis. Je suis honoré de vous embarquer dans cette aventure passionnante.

Ce qui me motive, c'est notamment le désir de créer un espace pour aborder ce que les grands médias ignorent parce qu'emprisonnés dans leurs conflits d'intérêts. Le New York Times, qui se penche volontiers sur les histoires de persécution gouvernementale d'avocats en Turquie, en Arabie Saoudite, en Russie ou en Chine, a fermé les yeux sur le harcèlement judiciaire d'un avocat à Manhattan, à quelques encablures de son siège. Il se trouve que le

principal cabinet d'avocats du New York Times est Gibson Dunn & Crutcher - le même cabinet d'avocats "kill step" utilisé par Chevron pour me cibler. L'avocat Ted Boutros de Gibson Dunn représente le New York Times sur les questions médiatiques, tout en essayant de détruire ma vie pour le compte de Chevron (travail pour lequel il facture 1200 dollars de l'heure). En février 2020, le journal a confié à un rédacteur bien connu du magazine un article à mon sujet. Le journaliste a commencé ses recherches et a passé des heures à m'interviewer. Deux

**Traduction effectuée par nos soins uniquement à des fins de compréhension pour les francophones. Tous droits réservés à l'auteur du texte initial, disponible sur le site <https://stevendonziger.substack.com/>**

semaines plus tard, il m'a appelé pour m'informer que le papier était passé à la trappe. Nous avons vu cela maintes et maintes fois au fil des ans de la part des grands médias. Un intimidation de la part de Chevron, encore.

Peu importe ce que Chevron et la justice américaine me font subir, je ne tournerai pas le dos à mes clients en Équateur ni au combat, plus large, pour les droits humains et la responsabilité judiciaire des puissants de ce monde. Mon expérience en matière de droit, de droits humains, de journalisme, de climat et de procès de premier plan m'offre éclairera mon point de vue. Je suis convaincu que notre camp a le pouvoir de l'emporter : vous pouvez faire la différence. Merci d'avance de vous abonner et de soutenir mon travail !

Ce que vous obtiendrez

Les abonnés gratuits auront accès à une lettre d'information ou à un billet hebdomadaire, ainsi qu'à des podcasts périodiques dans lesquels je m'entretiendrai avec des penseurs du climat et des défenseurs de la Terre de premier plan. Pour 6 \$ par mois et 60 \$ annuels, les abonnés payants auront accès à un plus large contenu et à des visioconférences Zoom avec moi.

Plus que jamais, nous devons nous unir.  
Créons cet espace, rejoignez moi.